

RETRAITÉS(ES) : ensemble, nous devons agir !!

Depuis de nombreuses années, les choix politiques ont largement contribué à aggraver la situation sociale dans notre pays.

Le 14 février, on pouvait lire dans la Nouvelle République, qu'en France, 9 millions de pauvres disposent de moins de 1 083 € par mois soit environ 36 € par jour. Par contre, dans le même temps, certains PDG perçoivent, en moyenne, 9589 €/jour.

QUEL TRISTE BILAN, A LA VEILLE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES, POUR CETTE DROITE ARROGANTE QUE NOUS AVONS SUBIE PENDANT 10 ANS ET CE GOUVERNEMENT DIT "SOCIALISTE" QUI A PRIS LA SUITE !

Mais, ils ne se sont pas trompés. Il ne s'agit pas d'un échec. Ce sont des choix délibérés pour répondre aux exigences du grand patronat, de la finance et des directives européennes.

Le dernier gouvernement n'a pas hésité à accorder au patronat, le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) qui a rapporté la bagatelle de 40 milliards d'euros aux entreprises. Par contre, il n'a pas daigné faire un geste social en direction des salariés et retraités.

A ces 40 milliards d'euros, s'ajoutent annuellement : 20 milliards d'exonérations des cotisations sociales patronales, 80 milliards dus au coût de l'optimisation fiscale, plus de 60 milliards de fraude fiscale, plus de 56 milliards de dividendes et frais financiers prélevés sur le résultat du travail dans les entreprises du CAC 40 pour 2016, ...



AU REGARD DE CES CHIFFRES, ON COMPREND VITE QUE SI UN GOUVERNEMENT AVAIT VOULU REpondre AUX ATTENTES SOCIALES, IL AURAIT PU LE FAIRE.

OU TROUVE-T-ON CES 9 MILLIONS DE PAUVRES ?

Une grande partie sont des retraités. Le gel des pensions et les différentes mesures fiscales et sociales ont amputé de 20 % le pouvoir d'achat des retraités. Et notre département est, hélas, à la "pointe", puisque beaucoup de salariés y travaillent au SMIC ou très légèrement au-dessus. Les retraites, calculées sur les salaires perçus durant les 25 dernières années, sont donc très basses, même bien en dessous du seuil de pauvreté.

Et comme le proclamait FILLON (avant les révélations sur ses pratiques douteuses), tous de l'extrême droite à MACRON ont la casse de la sécurité sociale dans leurs objectifs, la casse de notre système de retraite par solidarité, la casse des services publics, ...etc. Pour eux, tout ce qui est social est considéré comme un coût. Tout cela dans le but d'accroître encore les cadeaux aux actionnaires et aux financiers qui pillent les richesses créées par le travail.

C'est le capital qui coûte cher ! C'est le travail qui fait l'économie du pays ! Après 40 ans et plus de travail, la retraite est un juste retour des choses. Ce n'est pas une charge mais un dû.

Les caisses de retraites seraient en danger ?

Les raisons principales sont :

- le manque de rentrées de cotisations sociales du fait du chômage (100.000 chômeurs en plus = 1 milliard d'euros de rentrées de cotisations en moins),
- les bas salaires (1% de masse salariale en moins = 0.8 milliard d'euros en moins),
- les exonérations de cotisations patronales.
- Des solutions existent :
- l'augmentation des cotisations employeur,
- la taxation des revenus financiers et des délocalisations qui engendrent le chômage et l'évasion du savoir-faire,
- l'égalité professionnelle et salariale homme-femme.

Oui, il y a des solutions pour répondre favorablement au financement des caisses de retraite : il faut que nos élus en aient le courage politique.

Les retraités doivent prendre conscience de leur force pour défendre leurs revendications.

Nous sommes plus de 15 millions de retraités en France. Comme au travail, nous devons nous défendre avec nos organisations syndicales pour faire valoir nos droits. C'est seulement devant ce rapport de force que gouvernement et patronat comprendront qu'ils doivent nous écouter et lâcher du lest.

Cela ne suffit pas de râler tout seul dans son coin, il faut exprimer ce mécontentement haut et fort tous ensemble pour qu'ils nous entendent.

Le 30 mars, 9 organisations nationales appellent à faire un temps fort de luttes pour bousculer cet état de fait. Avec les autres organisations qui le souhaitent, les retraités CGT du département s'inscrivent dans cette démarche nationale et invitent à agir tous ceux qui se sentent concernés. Nous ne voulons plus de vagues promesses qui ne durent que le temps d'une campagne électorale.

Ensemble, exigeons du concret pour nos revendications :

- la fin du gel des pensions et une augmentation immédiate de 400 euros de rattrapage du pouvoir d'achat vis-à-vis de toutes ces années de diète,
- le maintien et le développement des services publics de proximité,
- le retour des remboursements à 100% de la sécurité sociale, la suppression des franchises médicales - du forfait hospitalier et des dépassements d'honoraires,
- l'adaptation des logements, de l'urbanisme et des transports pour permettre aux personnes âgées de vivre à leur domicile si elles le souhaitent,
- la mise en œuvre, dès 2017, de l'adaptation de la société au vieillissement avec la prise en charge de la perte d'autonomie par la sécurité sociale en conservant la notion de solidarité.
- l'abrogation des mesures fiscales injustes et pénalisantes (ex : 1/2 part pour les veufs- ves).

Il est grand temps de dire stop à ces politiques qui maltraitent les retraités.

**Ensemble, unis, solidaires et déterminés,
nous sommes une force que gouvernants et MEDEF devront entendre.**

Le 30 Mars

**SOYONS TOUS DEVANT
LA PREFECTURE
A 15 HEURES
POUR UN COUP DE SEMONCE.**

SYNDIQUEZ-VOUS !

Bulletin d'adhésion

Nom : Prénom :

Adresse : ;

Email : Tel :

Bulletin à retourner à : USR CGT – 35/37 avenue de l'Europe – BP 21004 – 41010 Blois cedex Fax : 02.54.45.41.02 – email :

usrct41@orange.fr